

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 10/27-09/4.1**

**SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2010**

**L'AN DEUX MILLE DIX ET LE VINGT SEPT SEPTEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	32	1	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Gérald LERDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

**REPRESENTE(S) :**

Christine PAQUET-ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

<b><u>VOTE :</u></b>			
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>	
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>		

**OBJET : Ville d'Ollioules / ERILIA : projet de bail emphytéotique pour la création de 5 logements sociaux rue Fontaine du Rentier**

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que la ville est propriétaire de l'immeuble sis rue Fontaine du Rentier parcelles AP 654, 655, 656.

Intégré au projet d'aménagement d'entrée de ville, cet immeuble a fait l'objet d'une première demande de financement pour la création de 3 logements sociaux. Cette délibération est aujourd'hui caduque.

Monsieur le Maire précise que la ville, soucieuse d'aboutir dans ce dossier s'est rapprochée de la SA ERILIA. Un accord a été trouvé pour la création de 5 logements sociaux sur ce bâti qui sera entièrement réhabilité.

Cet engagement réciproque doit être formalisé sous forme de bail emphytéotique entre la ville (propriétaire) et ERILIA notre bailleur social sur une durée de 65 ans.

Monsieur le Maire précise qu'en conformité avec l'avis des domaines, cette opération est fondée sur le versement d'un loyer capitalisé et versé en une seule fois à la signature du bail et estimé à 188 500 €.

En contrepartie, la commune versera une subvention du même montant à cette même date.

L'ASSEMBLEE,

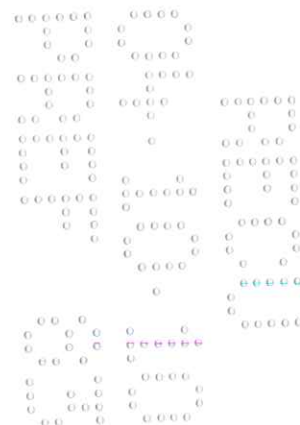
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

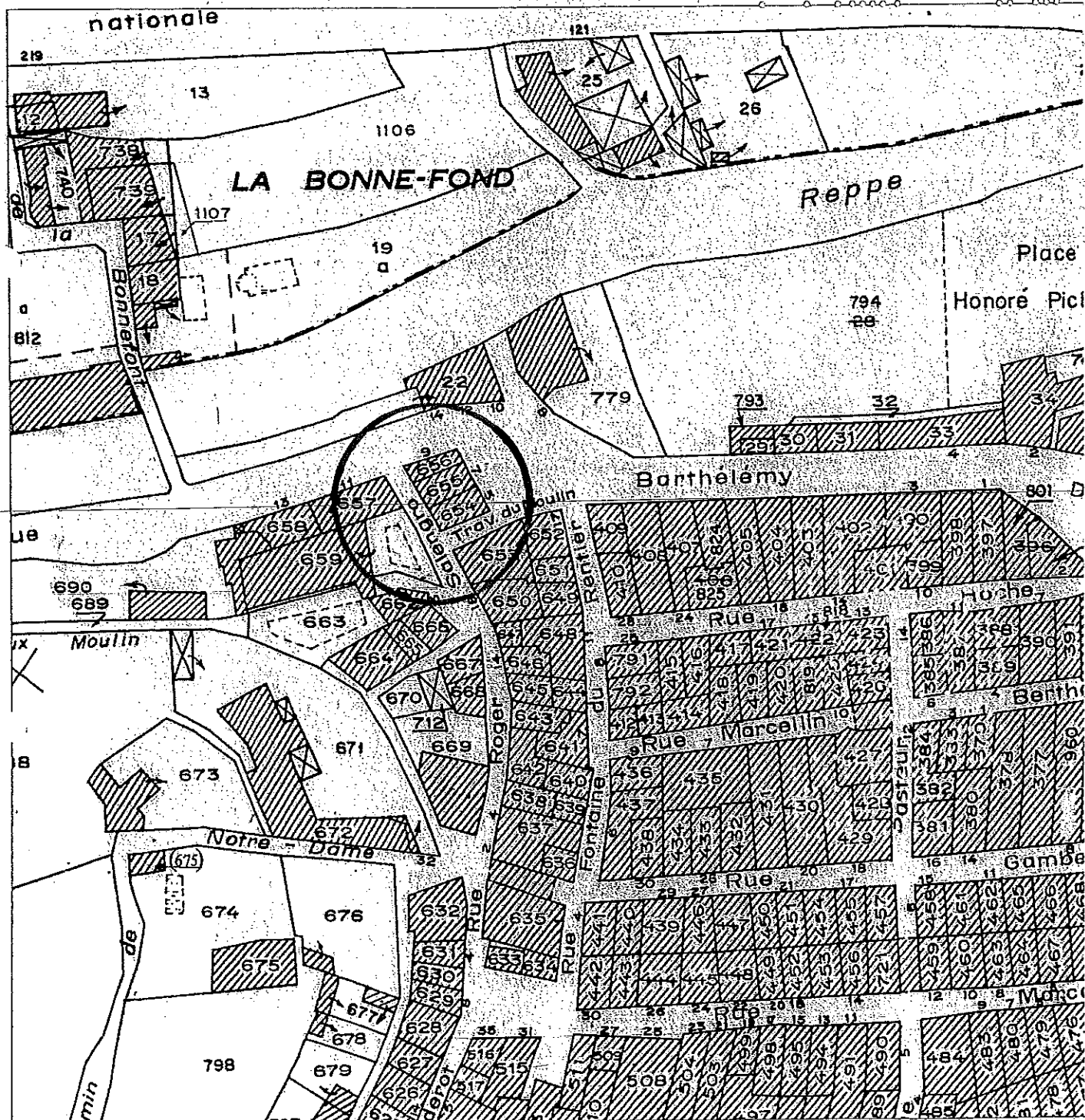
Vu l'avis de la commission des finances réunie le 23 septembre 2010,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. – ANNULE les engagements préalables posés et relatifs à la réalisation de 3 logements sociaux sur l'immeuble rue Fontaine du Rentier.
2. – DONNE à bail emphytéotique la réalisation et la gestion des 5 logements sociaux sur ce même bâtiment à la SA d'HLM ERILIA.
3. – APPROUVE l'encaissement en une seule fois du loyer valorisé à 188 500 €.
4. – APPROUVE le versement par la ville d'une subvention de 188 500 € en couverture du loyer versé.
5. – DIT que les crédits sont prévus au budget principal 2010.
6. – AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à la signature de tous actes liés au bail à intervenir et à la signature dudit bail.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**







Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES  
Service France Domaine

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

Mod. L



171, Avenue de Vert Coteau  
B.P. 127  
83071 TOULON CEDEX

### AVIS SUR LA VALEUR LOCATIVE

Décret n° 69-825 du 28 août 1969

Article R 3 du Code du Domaine de l'Etat

(Article 186 du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation)

2010-090-L-2326

Enquêteur : M. MONARD

Téléphone : 04.94.03.95.15

Télécopie : 04.94.03.95.45

Réception sur rendez-vous.

### LOCATION

#### 1. Service consultant :

COMMUNE D'OLLIOULES

Service Urbanisme - Aménagement

Hôtel de Ville

B.P. 108

83191 Ollioules

Vos références :

GA/JLG/PG/526

Affaire suivie par :

M. GAUTHEY

29 SEP 2010

COURRIER ARRIVEE	INFORMATION	ACTION
8351		
M. Le Maire, Adjoint		
Secrétaire Général		
Service du personnel		
Etat Civil - Aff Diverses		
Police Municipale		
Gestion des Salles		
Service Urbanisme		
Service Financier		
Service Immobilier		
C.C.A.S. Emploi		
Halte Garderie		
Écoles		
Restaurant Scolaire		
Service Papiers		
Service des Sports		
Services Techniques		

#### 2. Date de la consultation :

Adressée le : 27/05/2010

Transmise le : 27/05/2010

3. Opération soumise au contrôle : Évaluation de la valeur du loyer relatif à un bail emphytéotique d'une durée de 65 ans portant sur les parcelles AP 654, AP 655 & AP 656, sises Avenue Barthélémy DIGNAN à Ollioules. Un montant d'environ 400 000 € hors taxe sur la valeur ajoutée sera pris en charge par l'emphytéote.

#### 4. Propriétaires :

COMMUNE D'OLLIOULES

#### 5.a Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune d'Ollioules

Cadastre – Superficie :

Section	Parcelle	Surface parcelle (ha a ca)	Lieu-dit
AP	654	45	La Ville
AP	655	43	La Ville
AP	656	22	La Ville

5 b. Nature – Situation : Il s'agit trois maisons individuelles contiguës, chacune construite sur rez-de-chaussée, deux étages et combles sous toiture partiellement aménagés et aménageables. L'ensemble possède une surface utile d'environ 344 m<sup>2</sup>, est en très mauvais état d'entretien et requiert une réfection totale.

5 c. Urbanisme - Zone au plan local d'urbanisme – Autres éléments de plus-value ou de moins-value – Appréciation d'ensemble : POS d'Ollioules, zone UA.

**6. Origine de propriété :** Non recherchée, sans intérêt pour l'évaluation.

**7. Situation locative existante – Situation locative proposée :** Le bien est actuellement libre de tout bail locatif. La souscription d'un bail emphytéotique par un bailleur social est envisagée pour ce bien. Il est donc nécessaire de calculer le montant annuel du loyer y afférant.

**8. Valeur locative retenue :**

Valeur actuelle arrondie des bâtiments actuels ;  $344 \text{ m}^2 \times 580 \text{ €}$  = 199 500 €

Valeur arrondie de récupération future de l'immeuble : 664 000 € X (1,035) exp-65 = 71 000 €


Différence :  $100\,000 \text{ €} \times (1,055)^{10} - 100\,000 \text{ €} = 128\,500 \text{ €}$

Montant annuel arrondi du loyer : 128 500 € X 5 % = 6 425 €\*  
 \* 128 500 € X 5 % = 6 425 €

\*Pour à un loyer annuel payable à terme échu, correspond à un loyer annuel arrondi payable d'avance de 6 120 €.

**9. Réalisation d'accord à l'amiable :** Une marge de négociation de 10 % est laissée à la libre initiative du service consultant.

A Toulon, le 24 septembre 2010  
Pour le *Trésorier Payeur Général*  
et par délégation  
l'Inspecteur



Jean MONARD

[illegible]

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 10/27-09/4.2**

**SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2010**

**L'AN DEUX MILLE DIX ET LE VINGT SEPT SEPTEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	32	1	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Gérald LERDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

**REPRESENTE(S) :**

Christine PAQUET-ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

<b><u>VOTE :</u></b>			
<b><u>UNANIMITE : OUI</u></b>	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>	
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>		

**OBJET : Ville d'Ollioules / ERILIA : promesse de bail à construction pour la création de 48 logements sociaux sur le terrain de la Castellane**

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que par délibération du 22 mars 2010, la commune d'Ollioules, propriétaire du terrain de la Castellane s'est engagée à confier à la SA d'HLM ERILIA, la construction de logements sociaux prévus dans le dossier de la DUP.

La commune a souhaité que cette opération soit rapidement définie quant à son contenu pour satisfaire 2 objectifs complémentaires :

- une réalisation effective rapide,
- un financement acté avant le 31.12.2010.

Sur ces bases, plusieurs principes ont été retenus quant à la procédure et au parti d'aménagement.

Sur la construction, la ville entend eu égard au dossier de DUP, que 48 logements soient construits en limite sud – ouest du terrain de la Castellane. Le parti architectural est aujourd'hui en cours de définition.

Sur la procédure, il est retenu le principe d'asseoir cette opération sur un bail à construction de longue durée avec un loyer payable en une seule fois valorisé à 500 868 € qui sera validé selon avis des domaines à recevoir.

Le projet en tant que tel, sera défini en étroite association entre la Ville et ERILIA et tiendra compte notamment, des objectifs du PLH quant au financement (PLUS, PLS, ...) et quant à la typologie.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération de la ville du 22 mars 2010 désignant ERILIA,

Vu l'avis de la commission des finances réunie le 23 septembre 2010,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

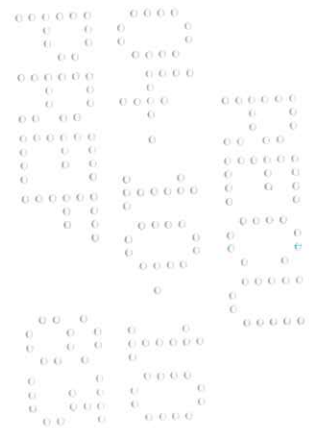
1 – CONFIRME le choix de la SA d'HLM ERILIA comme bailleur social chargé de la construction des 48 logements sociaux sur le site de la Castellane.

2 – APPROUVE le principe d'un bail à construction de longue durée (65 ans) qui sera signé entre la ville et ERILIA.

3 – PREND acte du principe d'un loyer capitalisé versé en une seule fois à la signature du bail.

4 – AUTORISE Monsieur le Maire à engager toutes procédures pour la conclusion du bail à construction qui sera proposé à un prochain conseil municipal.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 10/27-09/4.3**

**SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2010**

**L'AN DEUX MILLE DIX ET LE VINGT SEPT SEPTEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	32	1	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Gérald LERDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

**REPRESENTE(S) :**

Christine PAQUET-ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

<b><u>VOTE :</u></b>			
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>	
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>		

**OBJET : Demande de subvention dans le cadre de Fonds Interministériel de la Prévention de la Délinquance pour l'installation de vidéo surveillance en l'église Saint Laurent**

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que l'église Saint Laurent constitue un élément majeur du patrimoine ollioulais en tant que monument historique.

Attrait touristique fort de la commune, l'église St Laurent est ouverte dorénavant sur une large amplitude horaire au quotidien et pourra accueillir un grand nombre de visiteurs.

Monsieur le Maire confirme par ailleurs, que l'église sera occupée sur un temps précis par le Conservatoire National de Région pour des cours d'orgue.

A cette fin, il a été jugé opportun de proposer l'installation de 3 caméras de vidéo surveillance pour sécuriser le site et éviter tout vol ou dégradation. Pour cela, la commune entend solliciter le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) à hauteur de 6 000 €.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,



Considérant les heures d'ouverture de l'église St Laurent,

Considérant la valeur patrimoniale forte,

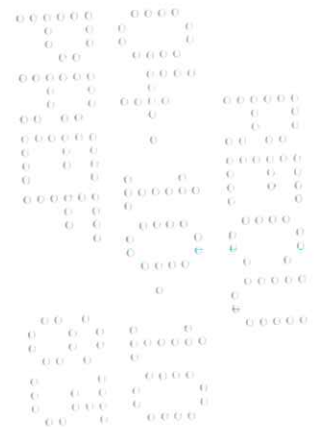
OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1 – PREND acte de l'installation de caméras de vidéo surveillance en l'église Saint Laurent.

2 – SOLLICITE le FIPD pour une subvention de 6 000 €.

3 – AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents subséquents.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 10/27-09/4.4**

**SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2010**

**L'AN DEUX MILLE DIX ET LE VINGT SEPT SEPTEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	32	1	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THULLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Gérald LERDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

**REPRESENTE(S) :**

Christine PAQUET-ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

<b><u>VOTE :</u></b>			
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>	
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>		

**OBJET : Position de la ville d'Ollioules contre la réforme territoriale :  
transfert du droit des sols aux métropoles et communautés  
urbaines**

Monsieur le Maire explique aux membres du conseil municipal que Mme Sophie JOISSAINS, Sénateur des Bouches du Rhône, vient de lancer un appel à la pétition dans le cadre de la réforme des Collectivités Locales en cours d'examen devant le Parlement.

Monsieur le Maire souhaite que la ville prenne position envers l'amendement proposé par Madame le Sénateur qui stipule que « pour la mise en œuvre de la compétence relative au PLU, le conseil municipal est seul compétent pour décider et voter sur les dispositions spécifiques concernant la commune qu'il représente ».

Concrètement, il s'agit par cet amendement de maintenir la compétence du droit des sols aux communes et éviter son transfert aux communautés urbaines et métropoles.

Ainsi, si l'amendement n'était pas maintenu en seconde lecture à l'Assemblée Nationale, cela signifierait qu'une entité décisionnelle parfois distante des préoccupations communales deviendrait compétente pour décider des équipements, logements et de l'ensemble des constructions pouvant être implantées sur la commune. Dès lors, les problématiques de proximité pourraient être ignorées voire utilisées à l'encontre de la volonté de l'équipe municipale.

Sur ces bases, Monsieur le Maire sollicite le conseil municipal pour approuver la pétition lancée par Madame le Sénateur des Bouches du Rhône selon les termes ci-après repris :

*« Nous, Maires de France, nous opposons au transfert du droit du sol de nos communes aux métropoles, aux communautés urbaines et à toutes autres entités supra communale.*

*Nous voulons conserver ce droit qui est l'essence même de la commune.*

*Nous voulons conserver ce lien direct, ce lien de proximité avec nos administrés et consacrer ainsi leur possibilité de sanctionner ou de confirmer par leur suffrage universel direct la politique menée sur leur territoire par la seule entité politique qu'ils reconnaissent : **LA COMMUNE.***

*Pour cela nous souhaitons que l'amendement de l'alinéa 39 de l'article 5 du projet de la loi concernant la mise en place des métropoles qui dispose : 'pour la mise en œuvre de la compétence relative au Plan Local d'Urbanisme, le conseil municipal est seul compétent pour décider et voter sur les dispositions spécifiques concernant la commune qu'il représente' tel qu'il a été voté au Sénat, soit non seulement maintenu mais étendu à toute institution supra communale ».*

Au regard de l'exposé qui précède, Monsieur le Maire entend demander à chaque membre du conseil municipal de bien vouloir signer ladite pétition.

L'ASSEMBLEE,

Vu le projet de réforme des collectivités Territoriales,

Vu l'amendement sénatorial proposé par Madame Sophie JOISSAINS,

Considérant la pétition intégralement proposée et exposée ci-dessus,

Considérant l'opportunité d'exprimer la position du conseil municipal de la ville d'Ollioules sur le contenu de ce texte,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

APPROUVE la position de la commune d'Ollioules en faveur de la pétition rédigée par Madame le Sénateur Maire.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 10/27-09/5.1**

**SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2010**

**L'AN DEUX MILLE DIX ET LE VINGT SEPT SEPTEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	32	1	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Gérald LEPDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

**REPRESENTE(S) :**

Christine PAQUET-ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

<b><u>VOTE :</u></b>			
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>	
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>		

**OBJET : Convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre IPM et la commune pour les travaux d'assainissement du chemin de la Cacoye**

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée la volonté de la commune de procéder en maîtrise d'ouvrage directe à la requalification complète du chemin de la Cacoye.

Outre le fait que cette opération est assise sur une Participation pour Voirie et Réseaux (PVR), il est précisé que les travaux à réaliser sur le réseau d'assainissement sont couverts par une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre l'agglomération (compétente en matière d'assainissement) et la ville.

Monsieur le Maire confirme que la convention préparée et annexée consiste à permettre à la ville de réaliser les travaux d'assainissement qui, après accord sur le contenu, seront remboursés à la commune sur présentation des DGD (article 7).

Il est précisé que la quote part de la PVR perçue au titre de l'assainissement sera reversée à TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

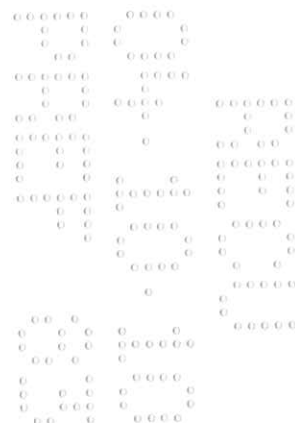
Vu le transfert de la compétence assainissement à l'agglomération,

Considérant que les travaux du chemin de la Cacoye consistent pour partie à renforcer la création du réseau d'assainissement,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

- 1 - APPROUVE la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée proposée entre la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et la ville.
- 2 - APPROUVE le principe d'un remboursement par TOULON PROVENCE MEDITERRANEE des travaux d'assainissement commandés par la Ville.
- 3 - PREND acte du reversement par la ville de la participation financière reçue au titre de la PVR au prorata des travaux d'assainissement réalisés.
- 4 - AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE  
ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ET  
LA COMMUNE DE OLLIOULES**

**POUR LES TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REMPLACEMENT DU  
RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT DES EAUX  
CHEMIN DE LA CACOYE**

**ENTRE**

La Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président en exercice, Monsieur Hubert FALCO, dûment habilité à cet effet par décision du bureau communautaire en date du 9 août 2010,

Ci après dénommée la Communauté,

**D'UNE PART**

**ET**

La commune d'Ollioules, représentée par son maire en exercice Monsieur Robert BENEVENUTI, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil Municipal en en date du 26 juillet 2010,

Ci-après dénommée la Commune,

**D'AUTRE PART**

**PREAMBULE**

Par un arrêté du Préfet du Var en date du 16 décembre 2008, la Communauté est depuis le 1er janvier 2009 compétente en matière d'assainissement, et a donc désormais la charge de la totalité des interventions relatives à l'assainissement collectif et non collectif, et notamment les travaux.

Dans le cadre de son projet d'aménagement de voirie pour le chemin de la Cacoye, la commune d'Ollioules a décidé d'engager différents travaux d'extensions, de remplacement ou de renforcement sur les réseaux d'eau et de génie civil pour la mise en souterrain des réseaux électriques basse tension, de télécommunications et d'éclairage public.

Dans un souci de coordination et de rationalisation des travaux sur la voie publique, la Communauté souhaite dans le même temps procéder à des travaux d'extension et de remplacement de son réseau d'eaux usées implanté sous la voie concernée.

Afin d'assurer la cohérence, mais également la coordination des interventions, d'optimiser les investissements publics et de limiter la gêne pour les riverains et les usagers, les deux parties se sont rapprochées et ont décidé que la Commune réalisera pour le compte de la Communauté les ouvrages d'assainissement.

L'intervention de la Commune s'effectuera conformément aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 (loi MOP) et notamment de son article 2, alinéa II, modifié par l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004.

## **CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités selon lesquelles la Communauté transfère à la Commune la maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'extensions et de remplacement des réseaux d'eaux usées conformément à l'article 2 II de la loi MOP modifié par l'ordonnance du 17 juin 2004.

### **Article 2 : Attributions de la Commune**

En sa qualité de maître d'ouvrage délégué, la Commune assume à compter du transfert toutes les attributions et responsabilités attachées à cette fonction. Pour ce faire la Commune mettra en œuvre les règles qui lui sont applicables en particulier pour la passation des marchés.

Pour ce qui concerne les travaux cités à l'article 1, la Commune exerce l'intégralité des missions de maîtrise d'ouvrage et notamment celles de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 dite « loi MOP ».

La Commune est notamment habilitée à passer les marchés publics de prestations et de travaux nécessaires à la réalisation des travaux.

Pour ce faire la Commune mettra en œuvre les règles qui lui sont applicables, en particulier pour la passation des marchés.

### **Article 3 : Définition et réalisation des travaux**

Les travaux d'eaux usées consistent:

- Au remplacement, au renforcement ainsi qu'à la création pour partie, d'un collecteur d'assainissement de diamètre 200 mm en PVC sur une longueur d'environ 230 mètres.
  - A la pose de regards de visite avec des tampons en fonte de classe 400.
  - A la réalisation de 16 branchements, du collecteur jusqu'en limite de propriété.
  - A la création d'un poste de refoulement avec une conduite de refoulement PEHD de diamètre 75mm sur environ 41 mètres. Le poste sera équipé d'une télégestion qui sera compatible avec le matériel utilisé par le prestataire en charge de l'entretien des postes de relevage de la Commune.
- Les travaux comprendront également les branchements EDF, France Télécom et eau potable du poste, ainsi que les essais de pré-réception de l'ouvrage.

La Commune informera la Communauté d'agglomération du titulaire, de la date de notification du marché et du montant de son offre pour la part assainissement.

#### **Article 4 : Réalisation des travaux**

La réalisation des travaux est soumise aux dispositions des articles L-115-1 et L-114-11 du code de la voirie routière.

Sans préjudice des situations d'urgence avérée, la Communauté sera consultée sur l'avant projet des travaux à exécuter. La Communauté informera par écrit la Commune de ses observations éventuelles dans les huit jours.

En l'absence d'observations dans ce délai, l'avis de la Communauté sera réputé favorable et sans réserve

La Communauté aura le droit de suivre l'exécution des travaux. Elle aura en conséquence le libre accès aux chantiers. Au cas où elle constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution, elle devra le signaler à la commune, par écrit, dans le délai de huit jours.

La Communauté sera destinataire des comptes rendus de réunion de chantier.

#### **Article 5 : Réception des travaux - remise des ouvrages réalisés**

La communauté participe aux différentes phases des opérations préalables et de réception des travaux. Elle pourra assister au déroulement des essais de pré-réception du poste de relèvement.

La communauté formulera ses observations éventuelles et son avis sur le traitement des non conformités éventuelles, qui seront consignées au Procès Verbal. Celles-ci ne pourront porter que sur les travaux relatifs à l'assainissement mais elle sera informée de tous travaux pouvant avoir des incidences sur ses propres réseaux.

La décision de la commune, maître d'ouvrage délégué de l'opération, de réceptionner les travaux, entraîne de plein droit la remise à la communauté des ouvrages réalisés pour son compte.

Quitus de sa mission ne sera donné à la Commune qu'en l'absence de réserves et, si réserves il y a, qu'après levée de l'ensemble desdites réserves faite d'un commun accord entre maîtres d'ouvrage concernés.

Toutes les pièces afférentes aux travaux réalisés seront transmises à la collectivité dans un délai qui ne saurait excéder deux mois à compter de la date d'intervention de la décision de réception.

#### **Article 6 : Dispositions financières**

La mission maîtrise d'ouvrage confiée à la commune par la présente convention est assurée à titre gratuit.

La Communauté s'engage à supporter uniquement l'ensemble des charges correspondant à la réalisation des travaux, tel définis à l'article 3.

Le coût prévisionnel de                      euros HT (                      euros TTC) sera pris en charge par la Communauté.

Le montant indiqué ci-dessus ne tient pas compte de la formule de révision des prix du marché initial.

La participation définitive sera arrêtée au coût réel des travaux et des prestations réalisés.



Dans le cas où l'opération est subventionnée ou fait l'objet de participations financières, la commune reversera à la Communauté le prorata du montant des sommes obtenues concernant les études et travaux relatifs à l'assainissement.

La Commune s'engage à respecter l'enveloppe financière définie précédemment. Dans le cas de sujétions techniques imprévues ou dans le cas où des éléments nouveaux les rendraient nécessaires, des ajustements pourront être proposés par chacun des membres au plus tard un mois avant la fin des travaux. Ces ajustements feront l'objet d'un avenant à la présente convention avant que la maîtrise d'ouvrage déléguée ne les mette en œuvre.

#### **Article 7 : Modalités de règlement**

Le financement des travaux sera effectué sur la base des dépenses réelles.

S'agissant d'une opération pour compte de tiers, la Communauté d'agglomération s'engage à payer les sommes dues TTC :

- sur présentation des différentes situations
- le solde à l'établissement du DGD, en fonction du coût réel des travaux et des prestations réalisées, déduction faites des subventions perçues par la commune.

La Communauté versera à la Commune les sommes dues ; dans un délai de 30 jours suivant la réception de la demande.

En cas de désaccord entre la Commune et la Communauté sur le montant des sommes dues, la Communauté mandate, dans le délai ci-dessus, les sommes qu'elle a admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord.

En fin d'opération, le mandatement du solde interviendra au plus tard dans les deux mois suivant le quitus donné par la Communauté à la Commune.

#### **Article 8 : Responsabilité et droit des tiers**

D'une façon générale, les droits des tiers sont réservés ainsi que tous les droits de la Communauté non prévus par la présente convention.

La Commune ne saurait se prévaloir de la présente convention pour s'exonérer de sa responsabilité à l'égard des tiers.

La Commune sera responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'elle a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage déléguée. Néanmoins, faute d'avoir signalé à la Commune ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations lors de la réception, la Communauté ne pourra ultérieurement mettre en cause la responsabilité de la Commune dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

La Communauté sera subrogée à la Commune pour exercer les recours ouverts vis-à-vis des entrepreneurs et fournisseurs par la législation en vigueur sauf pour ce qui concerne la levée des réserves et les désordres ressortissant de la garantie de parfait achèvement.

La Commune s'engage à informer les entrepreneurs de cette subrogation et de leur en imposer l'acceptation. La commune sera tenue de contracter une assurance couvrant l'ensemble de ces risques.

### **Article 9 : Durée de la convention**

La présente convention prendra fin à l'achèvement des garanties contractuelles.

### **Article 10 : Résiliation**

La présente convention pourra être résiliée, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque l'une des parties ne respecte pas ses obligations.

En cas de résiliation, il sera procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par la Commune en qualité de maître d'ouvrage délégué. Ce constat fera l'objet d'un procès verbal qui précisera en outre les mesures conservatoires que la Commune doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indiquera enfin le délai dans lequel la Commune devra remettre l'ensemble des dossiers à la Communauté.

La présente convention pourra également être résiliée en cas de non commencement des travaux dans un délai de 2 ans à compter de la signature de la convention.

### **Article 11 : Contentieux**

Tout litige inhérent à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

### **Article 12 : Exécution**

La présente convention ne sera exécutoire qu'après signature des différentes parties et notification à ces dernières. Elle est rédigée en TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX remis respectivement à la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION et à LA COMMUNE D'OLLIOULES.

Fait à Toulon, le .....

Pour LA COMMUNE  
D'OLLIOULES

Pour la Communauté d'agglomération  
Toulon Provence Méditerranée

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 10/27-09/5.2**

**SEANCE DU 27 SEPTEMBRE 2010**

**L'AN DEUX MILLE DIX ET LE VINGT SEPT SEPTEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	32	1	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Richard TOGNETTI, Annick BUISSON-ETIENNE, Erick JALLIFFIER-VERNE, Jean-Paul LEFEVRE, Ginette AUDIGIER, Robert TEYSSIER, Geneviève BARBIER, Nicole BERNARDINI, Gilbert TROTOBAS, Monique MACIA, Philippe ROY, Jeannine BAUDRAND, Michel THUILLIER, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Hélène REZE, Dominique RIGHI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Béatrice MATTEI, Sandrine FERRIER, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Christine DEL NERO, Pascale COGOTTI, Gérald LERDA, Fabien DURBEC, Mireille PEIRANO, Catherine MARCHAL, Régis BRUN.

**REPRESENTE(S) :**

Christine PAQUET-ROQUEBERT.

**ABSENT(S) :**

<b><u>VOTE :</u></b>	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI		
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>	

**OBJET : Adhésion de la ville à la convention de groupement de commande pour le traitement contre la chenille processionnaire**

Monsieur Jean-Michel HUGUET, 1<sup>er</sup> adjoint au Maire informe l'Assemblée que la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE a initié sur son territoire une démarche de lutte contre la chenille processionnaire.

S'agissant de mutualiser cette démarche, un groupement de commandes a été envisagé au bénéfice des communes qui ont souhaité s'associer à cette initiative.

Monsieur Jean-Michel HUGUET confirme que la commune d'Ollioules s'est portée candidate et se propose de signer la convention constitutive de groupement de commande annexée pour le traitement aérien des espaces boisés contre la chenille processionnaire.

La commune devra, entre autre, estimer les surfaces à traiter et appréciera en fonction des prix du marché, la périodicité des passages et des surfaces à traiter.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la nécessité de lutter contre la chenille processionnaire dans les forêts de la commune,

Considérant la convention de groupement de commande initiée à cette fin par la communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1 – APPROUVE l'adhésion de la ville à la convention de groupement de commande pour le traitement aérien des espaces boisés pour lutter contre la chenille processionnaire.

2 – AUTORISE Monsieur le Maire à la signer.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**





**TOULON**  
**PROVENCE**  
**MÉDITERRANÉE**  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

**MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE À BONS DE COMMANDE  
CONCERNANT LE TRAITEMENT DES ESPACES BOISÉS DU TERRITOIRE  
DE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE CONTRE LA CHENILLE  
PROCESSIONNAIRE DU PIN PAR ÉPANDAGE AÉRIEN**

**- GROUPEMENT DE COMMANDE -**

**C.A TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, COMMUNE DE LA CRAU,  
COMMUNE D'OLLIIOULES, COMMUNE DE SAINT-MANDRIER-SUR-MER,  
COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER ET COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-  
PLAGES**

**CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDE**

*Article 3 du Code des Marchés Publics*

## SOMMAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS .....	2
PRÉAMBULE .....	3
1. OBJET DE LA CONVENTION.....	3
2. MODALITES D'ADHÉSION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT .....	4
3. DÉSIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT .....	4
4. MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT .....	4
5. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT .....	5
6. OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT .....	5
7. FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS .....	5
8. DURÉE DU GROUPEMENT .....	5
9. CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE .....	5
10. MESURES COERCITIVES - RÉSILIATION.....	6
11. LITIGES.....	6

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, représentée par Hubert FALCO, Président, agissant par décision du Bureau communautaire n° en date du

Ci-après désignée **TPM**

La Commune de La Crau, représentée par Christian SIMON, Maire, agissant par délibération du Conseil Municipal n° en date du

Ci-après désignée **La Crau**

La Commune d'Ollioules, représentée par Robert BENEVENTI, Maire, agissant par délibération du Conseil Municipal n° en date du

Ci-après désignée **Ollioules**

La **Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer**, représentée par Gilles VINCENT, Maire, agissant par délibération du Conseil Municipal n° en date du

Ci-après désignée **Saint-Mandrier**

La **Commune de La Seyne-sur-Mer**, représentée par Marc VUILLEMOT, Maire, agissant par délibération du Conseil Municipal n° en date du

Ci-après désignée **La Seyne**

La **Commune de Six-Fours-les-Plages**, représentée par Jean-Sébastien VIALATTE, Député-Maire, agissant par délibération du Conseil Municipal n° en date du

Ci-après désignée **Six-Fours**

## **PRÉALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :**

La communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée lance le marché à procédure adaptée suivant:

**MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE À BONS DE COMMANDE CONCERNANT LE TRAITEMENT DES ESPACES BOISÉS DU TERRITOIRE DE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE CONTRE LA CHENILLE PROCESSIONNAIRE DU PIN PAR ÉPANDAGE AÉRIEN**

**- GROUPEMENT DE COMMANDE -**

Afin de faire bénéficier de cette procédure les communes de La Crau, d'Ollioules, de Saint-Mandrier, de La Seyne et de Six-Fours, et dans une optique d'efficacité de la lutte contre la chenille processionnaire sur le territoire de TPM, d'efficacité de la commande publique et de bonne gestion des deniers publics, il a été convenu de créer un groupement de commande entre ces six entités.

## **CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT**

### **1. OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics, de constituer un groupement de commande entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commande ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexes à la présente convention.

Ce groupement de commande porte sur la prestation suivante :

**MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE À BONS DE COMMANDE CONCERNANT LE TRAITEMENT DES ESPACES BOISÉS DU TERRITOIRE DE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE CONTRE LA CHENILLE PROCESSIONNAIRE DU PIN PAR ÉPANDAGE AÉRIEN**

**- GROUPEMENT DE COMMANDE -**

Le marché sera passé sous la forme d'un marché à bons de commande.

## **2. MODALITÉS D'ADHÉSION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT**

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commande et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chaque membre du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir le présent groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi. Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

## **3. DÉSIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Conformément à l'article 8-II du Code des Marchés Publics, les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

- la Communauté d'Agglomération "Toulon Provence Méditerranée"

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur et par chaque membre du groupement.

## **4. MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Conformément aux dispositions des articles 8-II et 8-VII-2 du Code des Marchés Publics, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant et d'une manière générale de prendre en charge tous les actes nécessaires à l'exécution du marché et à l'exercice de ses attributions.

Il est notamment chargé de :

- recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises ;
- lancer les consultations auprès des fournisseurs ;
- remettre le DCE aux candidats ;
- répondre aux questions des candidats ;
- analyser les réponses des candidats ;
- informer les candidats non retenus ;
- attribuer, signer et notifier le marché ;
- exécuter le marché.

À la fin de chaque année, le coordonnateur établit un bilan des prestations réalisées et le remet à chaque membre du groupement.



## **5. COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT**

Le marché, étant passé sous la forme d'une procédure adaptée en raison de son montant, l'intervention de la Commission d'Appel d'Offres n'est pas nécessaire. En revanche, le choix du prestataire sera soumis à validation de la Commission MAPA de TPM.

Le Coordonnateur mettra en œuvre son règlement interne de passation des Marchés à Procédure Adaptée.

## **6. OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres.

Les membres du groupement identifieront la personne en charge de les représenter dans l'exécution du groupement de commande.

## **7. FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS**

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Toutefois, les sommes payées par le coordonnateur, dans le cadre de sa mission, pour les prestations faisant l'objet des marchés passés par le groupement, donnent lieu à un remboursement annuel par les autres membres, pour la partie correspondant à leurs besoins propres couverts par la prestation.

Le montant du remboursement est calculé en fonction du nombre d'hectares traités dont la gestion est du ressort du membre concerné.

Le coordonnateur établit à chaque échéance annuelle des marchés un document justifiant les sommes qui lui sont dues pour l'année écoulée par chacun des membres. Ces sommes lui sont remboursées sous 30 jours par les membres au vu de la production d'un titre par le coordonnateur.

## **8. DURÉE DU GROUPEMENT**

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention et pour la durée du marché.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la fin anticipée du marché entraîne la résiliation de la présente convention. Cette résiliation du marché ne peut intervenir que si toutes les parties en sont d'accord.

De même, un accord de toutes les parties est nécessaire pour décider de la non-reconduction du marché.

En l'absence d'avis contraire de la part d'une ou plusieurs parties du groupement, les décisions de reconduction du marché seront prises par le coordinateur.

## **9. CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE**

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires. Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents concernant le marché.

## 10. MESURES COERCITIVES - RÉSILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

## 11. LITIGES

À défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le

Pour la **Communauté  
d'Agglomération TPM**  
Le Président,  
Hubert FALCO

Fait à

, le

Pour la **Commune de La Crau**  
Le Maire,  
Christian SIMON

Fait à

, le

Pour la **Commune d'Ollioules**  
Le Maire,  
Robert BENEVENTI

Fait à Toulon, le

Pour la **Commune de Saint-  
Mandrier-sur-Mer**  
Le Maire,  
Gilles VINCENT

Fait à

, le

Pour la **Commune de La Seyne-  
sur-Mer**  
Le Maire,  
Marc VUILLEMOT

Fait à

, le

Pour la **Commune de Six-  
Fours-les-Plages**  
Le Député-Maire,  
Jean-Sébastien VIALATTE